

## Dossier de presse

### Rentrée scolaire 2024

OUVERTURES ET FERMETURES D'ÉCOLES EN FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES...	1
NOMBRE D'ÉCOLES EN FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES .....	9
NOMBRE D'ÉLÈVES EN FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES .....	11
LES ÉLÈVES PRIMOARRIVANTS, DASPA ET FLA .....	14
NOMBRE D'INTERNATS EN FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	17
NOMBRE DE PERSONNELS DE L'ENSEIGNEMENT .....	19
EVOLUTION DES TAUX D'ABSENCE POUR MALADIE .....	23
COUTS DE L'ENSEIGNEMENT EN FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES : INDICATEURS 2023 (DONNEES 2022) .....	24
LES CENTRES D'ÉDUCATION ET DE FORMATION EN ALTERNANCE (CEFA).....	25
L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE .....	27
L'ENSEIGNEMENT À DOMICILE.....	30
L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ARTISTIQUE A HORAIRES REDUITS (ESAHR) .....	33
IMMERSION LINGUISTIQUE ET CHOIX DE SECONDE LANGUE .....	36
RECOURS CONTRE LES DECISIONS DES CONSEILS DE CLASSE .....	40
LES JURYS.....	41
LES ALLOCATIONS D'ETUDES .....	44
CONTACT PRESSE .....	45

# OUVERTURES ET FERMETURES D'ÉCOLES EN FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Ce chapitre présente les dernières statistiques concernant les ouvertures et fermetures d'école en Fédération Wallonie-Bruxelles (FW-B), ainsi que la législation et les règles en la matière.

## 1. Statistiques sur les ouvertures ou fermetures d'écoles/d'implantations en FW-B

### • Enseignement fondamental ordinaire

En 2023-2024, il y a eu :

- **Créations d'écoles** : 1 création d'école (il ne s'agit pas d'une réelle nouvelle école, mais d'une création d'école sur base d'implantations existantes)
- **Créations d'implantations** : aucune création d'implantation
- **Ouvertures de niveau** : 2 ouvertures de niveau (il s'agit de créations de niveau dans des implantations existantes)
- **Fermetures d'écoles** : 4 fermetures d'écoles (il ne s'agit pas de réelles fermetures, mais de fusions)
- **Fermetures d'implantations** : 17 fermetures d'implantations (dont 12 réelles)
- **Fermetures de niveau** : 7 fermetures de niveau (dont 4 réelles)

### • Enseignement secondaire ordinaire

En 2024-2025, on compte en matière de :

- **Création d'écoles** : 3 créations d'écoles
  - EOLE à Jambes - réseau libre non confessionnel
  - La cité-école vivante (LCEV) à Liège - réseau libre non confessionnel
  - Athénée Isala Van Diest à Neder-over-Heembeek – réseau officiel subventionné.
- **Fermeture / restructuration** : sans objet.

Au 26 août 2024, l'enseignement secondaire ordinaire comptabilisera 514 établissements.

### • Enseignement fondamental et secondaire spécialisé

En 2023-2024, on compte en matière de :

- **Créations d'écoles** : 0 création d'école
- **Fermeture d'école** : 0 fermeture d'école par fusion/absorption

Au 26 août 2024, l'enseignement fondamental spécialisé comptabilisera 156 établissements et l'enseignement secondaire spécialisé comptabilisera 97 établissements.

## 2. La législation sur l'ouverture d'une école

### • Enseignement fondamental ordinaire

Un pouvoir organisateur (commune, province ou ASBL) qui souhaite créer une nouvelle école et bénéficier pour la première fois des subventions de la Communauté française doit introduire une demande auprès de l'Administration générale de l'Enseignement (AGE) conformément aux prescrits de la [circulaire 6861 du 16/10/2018](#).

Cette demande doit être introduite avant le 1<sup>er</sup> décembre précédant la rentrée scolaire pour laquelle les subventions sont sollicitées.

Un dossier complet doit être constitué, comprenant notamment :

- Le projet éducatif et pédagogique,
- Le règlement d'ordre intérieur,
- Le plan des bâtiments scolaires,
- La référence du ou des programme(s) choisi(s),
- Si le PO est constitué en ASBL, une copie des statuts,
- Si le PO est constitué en ASBL, une copie de l'extrait de casier judiciaire des membres du CA,
- S'il s'agit d'enseignement confessionnel, une copie de l'accord de l'autorité compétente du culte concerné.

Lors de sa demande, le pouvoir organisateur s'engage à respecter les conditions établies par les lois, décrets et normes réglementaires.

En outre, conformément à l'article 1.7.3-1 du Code de l'enseignement, les obligations ci-dessous doivent être respectées :

- 1° être organisée par une personne morale qui en assume toute la responsabilité et qui ne bénéficie pas directement ou indirectement pour le fonctionnement, les frais de personnel et/ou les bâtiments, de financements en provenance d'un État étranger n'appartenant pas à l'Union européenne ou émanant d'une institution relevant d'un État étranger n'appartenant pas à l'Union européenne. Les personnes physiques qui composent la personne morale doivent être de conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques ;
- 2° se soumettre au contrôle de l'inspection ;
- 3° être établie dans des locaux répondant à des conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité ;
- 4° disposer du matériel didactique et de l'équipement scolaire répondant aux nécessités pédagogiques ;
- 5° bénéficier, si l'école n'est pas affiliée à une fédération de pouvoirs organisateurs, de services de soutien et d'accompagnement externes, en vertu d'une convention passée au plus tard 4 mois après la création de l'école ou de la section de l'école avec une cellule de soutien

et d'accompagnement. La cellule de soutien et d'accompagnement de Wallonie-Bruxelles Enseignement ne peut refuser de signer la convention précitée ;

**6°** former un ensemble pédagogique situé dans un même complexe de bâtiments ou, en tout cas, dans une même commune ou agglomération, le tout sauf dérogation accordée par le Gouvernement dans des cas exceptionnels. L'obligation d'être situé dans une même commune ou agglomération n'est pas imposée à un ensemble pédagogique placé sous la direction d'un même directeur et issu d'une fusion ou d'une restructuration d'écoles dument autorisée par le Gouvernement ;

**7°** disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des élèves.

L'admission aux subventions d'une nouvelle école d'enseignement maternel et/ou primaire est autorisée par le Gouvernement après avoir pris l'avis du Conseil général de l'enseignement fondamental.

Dès la première année d'admission aux subventions, un dispositif de contrôle est mis en place (inspection du niveau des études et du respect des référentiels du tronc commun, vérification comptable, vérification des conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité, et vérification des populations scolaires) pour s'assurer que les règles sont bien respectées et que l'école compte bien les minimums de populations requises :

<b>NORMES DE CRÉATION – minimum de population requise</b>			
	Communes de moins de 75 Hab/km <sup>2</sup>	Communes de 75 à 500 Hab/km <sup>2</sup>	Communes de + de 500 Hab/km <sup>2</sup>
Année de création	25 élèves	37 élèves	50 élèves
2 <sup>e</sup> année	40 élèves	60 élèves	80 élèves
3 <sup>e</sup> année	55 élèves	82 élèves	110 élèves
4 <sup>e</sup> année	70 élèves	105 élèves	140 élèves

- **Enseignement secondaire ordinaire**

Un projet d'un nouvel établissement d'enseignement secondaire ordinaire peut être proposé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, par un pouvoir organisateur subventionné qui organise déjà au moins une école (commune, province, ASBL « pouvoir organisateur » relevant de l'enseignement libre confessionnel ou non) ou par une nouvelle ASBL constituée dans ce but.

Dans tous les cas, la création d'un établissement d'enseignement secondaire ordinaire est autorisée par le Gouvernement après avoir pris l'avis du Conseil général de l'enseignement secondaire.

Une fois l'autorisation accordée, le nouvel établissement devra atteindre, au 1<sup>er</sup> octobre de l'année de création, une norme de création fixée à 450 élèves. Cette norme est toutefois réduite à 60 élèves dans le cas d'un établissement dont la création a été autorisée afin de répondre à la croissance démographique et dont l'ouverture se fait de manière progressive, année d'études par année d'études au fil du temps.

Les PO (subventionnés) qui souhaitent ouvrir un nouvel établissement introduisent une demande de subvention auprès de l'AGE au moyen de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté

française du 31 août 2016 *relatif à la demande d'admission aux subventions des établissements scolaires*. Par sa demande, un pouvoir organisateur déclare sur l'honneur que l'école s'engage à se conformer aux dispositions légales et réglementaires concernant l'organisation des études, les statuts administratifs des membres du personnel et l'application des lois linguistiques et plus précisément à :

**1°** Adopter la structure d'enseignement définie par les lois, décrets et arrêtés royaux, notamment :

- a. le [décret du 29 juillet 1992](#) portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;
- b. la [loi du 19 juillet 1971](#) relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire ;
- c. le [décret du 30 juin 2006](#) relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire

**2°** Respecter un programme approuvé par le Gouvernement, au sens de l'article 5, 15° du [décret du 24 juillet 1997](#) définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

**3°** Respecter les dispositions prévues par le [décret du 24 juillet 1997](#) précité, notamment et sans préjudice des autres dispositions fixées par ce décret, les objectifs généraux prévus à l'article 6, 3° et 4°, à savoir « préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures » et « assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale ».

**4°** Respecter les dispositions fixées par le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école ;

**5°** Respecter, le cas échéant, les dispositions fixées par le [décret du 30 avril 2009](#) organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ;

**6°** Respecter les dispositions du [décret du 21 novembre 2013](#) organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ;

**7°** Se soumettre au contrôle et à l'inspection organisée par la Communauté française conformément au [décret du 8 mars 2007](#) relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques ;

**8°** Bénéficier, si l'établissement n'est pas affilié à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs visé à l'article 5bis de la [loi du 29 mai 1959](#) précitée, de services de conseil et de soutien pédagogiques externes, en vertu d'une convention passée au plus tard 4 mois après la création de l'établissement avec le service de conseil et de soutiens pédagogiques ou avec une des cellules de conseil et de soutiens pédagogiques visés par le [décret du 8 mars 2007](#) précité ;

**9°** Être organisé par une personne morale qui en assume toute la responsabilité et qui ne bénéficie pas directement ou indirectement pour le fonctionnement, les frais de personnel et/ou les bâtiments de financement en provenance d'un Etat étranger n'appartenant pas à l'Union européenne ou d'institution relevant d'un Etat étranger n'appartenant pas à l'Union européenne.

Les personnes physiques qui composent la personne morale doivent :

- a) être de conduite irréprochable ;
- b) jouir des droits civils et politiques.

**10°** Compter, dans l'établissement ainsi que par classe, section, degré, année ou option, au moins le nombre minimum d'élèves fixé par décret ;

**11°** Être établi dans des locaux répondant à des conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité, tel que prévu, notamment dans l'arrêté royal du 18 novembre 1957 portant les conditions d'hygiène et de salubrité exigées des établissements d'enseignement moyen, technique et normal subventionnés ;

**12°** Disposer du matériel didactique et de l'équipement scolaire répondant aux nécessités pédagogiques ;

**13°** Former un ensemble pédagogique situé dans un même complexe de bâtiments ou, en tout cas, dans une même commune ou agglomération, sauf dérogation qui sera introduite auprès du Gouvernement dans des cas exceptionnels ;

**14°** Disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des élèves et soumis dès lors au contrôle prévu à l'article 28, alinéa 1er, 4°, de la [loi du 29 mai 1959](#) précitée ;

**15°** Se soumettre au régime des congés organisé en application de l'article 7 de la [loi du 29 mai 1959](#) précitée ;

**16°** Se conformer aux dispositions du [décret du 11 juillet](#) 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico- sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière.

**17°** Le cas échéant, respecter les principes du décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement ou du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de la Communauté française.

Parmi ces conditions, nous pouvons relever qu'il s'agit notamment, pour le nouvel établissement, de respecter un programme de cours conforme aux prescriptions légales, de respecter le [décret « Missions »](#), de respecter le décret visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, de disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des élèves, d'être établi dans des locaux répondant à des conditions d'hygiène et de salubrité. Le pouvoir organisateur s'engage également à employer du personnel qualifié dont les diplômes sont reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Au niveau pédagogique, une nouvelle école s'engage notamment à avoir un projet d'établissement ([décret « Missions »](#)), à mettre en place les grilles horaires des élèves, à faire passer les épreuves d'évaluation conformément à la réglementation.

La Direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO) va informer le Service général de l'inspection de la création d'un nouvel établissement qui planifiera des visites au sein de l'établissement pour s'assurer du respect des dispositions légales et réglementaires relatives à l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles.

La DGEO fera également procéder aux vérifications de la conformité des infrastructures aux exigences de sécurité et hygiène.

Au 1<sup>er</sup> octobre, la DGEO contrôlera qu'il y a bien le nombre d'élèves requis (normes de création) pour l'organisation effective de l'établissement.

### **3. La législation sur la fermeture d'une école**

- **Enseignement fondamental ordinaire**

Dans l'enseignement fondamental ordinaire en Fédération Wallonie-Bruxelles, il faut d'abord bien distinguer la notion d'école de la notion d'implantation :

- Une **école** est un établissement d'enseignement composé d'une ou de plusieurs implantations, placé sous la direction d'un directeur et organisé par un pouvoir organisateur.
- Une **implantation** est un bâtiment ou un ensemble de bâtiments où l'on dispense de l'enseignement.

Une école peut rester ouverte tout en fermant une de ses implantations.

Une implantation peut fermer ses portes parce que le nombre d'élèves n'est pas suffisant (voir ci-dessous normes de rationalisation, fermeture et sursis éventuels) ou parce que le pouvoir organisateur décide de restructurer les écoles et les implantations qu'il organise (par exemple, une commune décide de regrouper deux implantations dans un bâtiment nouvellement construit).

#### **Normes de rationalisation à 100 %**

Une école est réputée être à 100 % des normes de rationalisation si, à la date du 30 septembre de l'année en cours, elle atteint par école, par implantation et par niveau d'enseignement, les minima de population, tels que référencés dans le tableau ci-dessous :

	Commune de moins de 75 Hab/km <sup>2</sup>			Commune de 75 à 500 Hab/km <sup>2</sup>			Commune de plus de 500 Hab/km <sup>2</sup>		
	Mat.	Prim.	Fond.	Mat.	Prim.	Fond.	Mat.	Prim.	Fond.
<b>École non isolée (article 8)</b>	14	14	24 (10)	20	50	60 (16)	50	120	140 (20)
<b>École isolée (Article 10)</b>	12	12	20 (8 mat. et 10 prim.)	14	14	24 (12)	20	50	60 (16)
<b>Implantation non isolée (article 7)</b>	12	12	20 (10)	20	25	40 (16)	20	25	40 (16)
<b>Implantation isolée (article 9)</b>	12	12	20 (8 mat. et 10 prim.)	14	14	24 (12)	14	14	24 (12)

*Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre minimum d'élèves à atteindre dans chacun des 2 niveaux d'enseignement.*

Lorsqu'une école possède plusieurs implantations, la norme de rationalisation de l'école ainsi que les normes de rationalisation propres à chacune des implantations doivent être vérifiées.

#### **Normes de rationalisation à 80 %**

Une école est réputée être à 80% des normes de rationalisation si, à la date du 30 septembre de l'année en cours, elle atteint par école, par implantation et par niveau d'enseignement, les minima de population, tels que référencés dans le tableau ci-dessous :

	Commune de moins de 75 Hab/km <sup>2</sup>			Commune de 75 à 500 Hab/km <sup>2</sup>			Commune de plus de 500 Hab/km <sup>2</sup>		
	Mat.	Prim.	Fond.	Mat.	Prim.	Fond.	Mat.	Prim.	Fond.
École non isolée 80 %	12	12	20 (8)	16	40	48 (13)	40	96	112 (16)
École isolée 80 %	10	10	16 (6 m.et 8 p.)	12	12	20 (10)	16	40	48 (13)
Implantation non isolée 80%	10	10	16 (8)	16	20	32 (13)	16	20	32 (13)
Implantation isolée 80 %	10	10	16 (6 m.et 8 p.)	12	12	20 (10)	12	12	20 (10)

### Fermetures et sursis éventuels

L'école, l'implantation ou le niveau qui n'atteint pas les 100 % des normes de rationalisation (voir tableau des normes à 100 %) à la date du 30 septembre de l'année scolaire en cours est :

- Dans les communes ayant une densité de population égale ou supérieure à 75 hab/km<sup>2</sup>:
  - En sursis jusqu'à la veille de la rentrée scolaire suivant l'année scolaire où elle atteint 80 % du minimum requis (voir tableau des normes à 80% supra) pour la deuxième fois consécutive. Elle peut cependant être rouverte l'année scolaire suivante si elle satisfait aux normes de rationalisation à 100 %.
  - Fermé(e) le 1<sup>er</sup> octobre de l'année en cours si les normes sont inférieures à 80 % du minimum requis (voir tableau des normes à 80 % supra).
- Dans les communes ayant une densité de population inférieure à 75 hab/km<sup>2</sup>,
  - Si les normes sont atteintes à 80 % du minimum requis (voir tableau supra) :
    - Maintenu(e) sans restriction si les élèves qui y sont inscrits et qui permettent d'atteindre ces 80 % ne trouvent pas une école ou une implantation du même réseau, plus proche de leur domicile.
    - En sursis jusqu'à la veille de la rentrée scolaire suivante si les élèves qui y sont inscrits trouvent une école ou une implantation du même réseau plus proche de leur domicile. Elle peut être cependant rouverte l'année scolaire suivante si elle satisfait aux normes de rationalisation à 100 %.
  - Si les normes sont inférieures à 80 % du minimum requis (voir tableau supra) :
    - Fermé(e) le 1<sup>er</sup> octobre de l'année en cours.
  - S'il s'agit d'une école ou implantation fondamentale de libre choix, située à plus de 8 km de l'école ou implantation maternelle, primaire ou fondamentale la plus proche:
    - Maintenu(e) sans restriction pour autant qu'elle compte au moins 16 élèves dont au moins 6 en maternelle et 10 en primaire.



- **Enseignement secondaire ordinaire**

Dans l'enseignement secondaire, la norme à atteindre, en règle générale, pour un établissement qui compte 3 degrés (D1-D2-D3)<sup>1</sup> est de 400 élèves. Cette norme est réduite pour un établissement qui organise le 1<sup>er</sup> degré seul, le 4<sup>e</sup> degré seul, ou seulement deux degrés. La norme est également adaptée selon les critères suivants : éloignement par rapport à l'établissement de même caractère (confessionnel ou non confessionnel) le plus proche, s'il est le seul du caractère dans la commune et la densité de population de la commune.

Il existe toutefois un système de maintien sur trois années scolaires pour un établissement qui n'atteindrait pas la norme. Concrètement, c'est seulement lorsque la norme n'a pas été atteinte pour la troisième année consécutive qu'un établissement doit être fermé.

Toutefois, la réglementation prévoit que, sur avis du Conseil général de l'enseignement secondaire, le Gouvernement peut déroger à cette disposition. Le Gouvernement fonde alors sa décision notamment sur l'évolution de la population scolaire totale, par degré ou par option, et les spécificités des projets pédagogiques et éducatifs de l'établissement concerné ou encore l'offre d'enseignement au sein de la zone dans laquelle se trouve celui-ci.

Un établissement d'enseignement secondaire ordinaire, une fois fermé, ne peut rouvrir.

---

<sup>1</sup> Plus d'informations sur les degrés de l'enseignement secondaire :  
<http://www.enseignement.be/index.php?page=24547&navi=45>

# NOMBRE D'ÉCOLES EN FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

## 1. Enseignement ordinaire

### • Enseignement fondamental

Nombre d'écoles dans l'enseignement fondamental ordinaire par réseau de 2017-2018 à 2023-2024 :

Réseaux		2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	21	21	21	21	21	21	21
	Wallonie	139	139	139	139	138	138	138
Officiel subventionné	Bruxelles	166	170	174	174	175	172	172
	Wallonie	828	830	830	830	827	825	822
Libre confessionnel	Bruxelles	137	143	146	146	146	147	147
	Wallonie	607	606	612	615	616	618	618
Libre non confessionnel	Bruxelles	9	9	9	9	9	9	9
	Wallonie	9	10	13	13	13	12	12
<b>Total</b>	<b>Bruxelles</b>	<b>333</b>	<b>343</b>	<b>350</b>	<b>350</b>	<b>351</b>	<b>349</b>	<b>349</b>
	<b>Wallonie</b>	<b>1 583</b>	<b>1 585</b>	<b>1 594</b>	<b>1 597</b>	<b>1 594</b>	<b>1 593</b>	<b>1590</b>

### • Enseignement secondaire

Nombre d'écoles dans l'enseignement secondaire ordinaire par réseau de 2017-2018 à 2024-2025 :

Réseaux		2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	19	19	21	21	21	21	21	21
	Wallonie	100	100	100	100	100	100	100	100
Officiel subventionné	Bruxelles	30	30	30	30	31	32	33	34
	Wallonie	53	53	53	53	54	54	54	54
Libre confessionnel	Bruxelles	58	58	62	62	63	63	63	63
	Wallonie	230	229	228	228	228	227	228	228
Libre non confessionnel	Bruxelles	7	7	7	7	7	7	7	7
	Wallonie	2	3	5	5	5	5	5	7
<b>Total</b>	<b>Bruxelles</b>	<b>114</b>	<b>114</b>	<b>120</b>	<b>120</b>	<b>122</b>	<b>123</b>	<b>124</b>	<b>125</b>
	<b>Wallonie</b>	<b>385</b>	<b>385</b>	<b>386</b>	<b>386</b>	<b>387</b>	<b>386</b>	<b>387</b>	<b>389</b>

## 2. Enseignement spécialisé

- Enseignement fondamental

Nombre d'écoles dans l'enseignement fondamental spécialisé par réseau de 2017-2018 à 2024-2025 :

Réseaux		2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	3	3	3	3	3	3	3	3
	Wallonie	33	33	33	33	33	34	34	34
Officiel subventionné	Bruxelles	19	19	19	19	19	19	19	19
	Wallonie	27	27	27	27	27	28	28	28
Libre confessionnel	Bruxelles	11	11	11	11	11	11	11	11
	Wallonie	46	46	46	46	46	45	45	45
Libre non confessionnel	Bruxelles	8	8	8	8	8	8	8	8
	Wallonie	7	7	7	7	8	8	8	8
<b>Total</b>	<b>Bruxelles</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>41</b>
	<b>Wallonie</b>	<b>113</b>	<b>113</b>	<b>113</b>	<b>113</b>	<b>114</b>	<b>115</b>	<b>115</b>	<b>115</b>

- Enseignement secondaire

Nombre d'écoles dans l'enseignement secondaire spécialisé par réseau de 2017-2018 à 2024-2025 :

Réseaux		2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	1	1	1	1	1	1	1	1
	Wallonie	16	16	16	16	16	17	17	17
Officiel subventionné	Bruxelles	5	5	5	5	5	5	5	5
	Wallonie	16	16	16	16	16	17	17	17
Libre confessionnel	Bruxelles	7	7	7	7	7	7	7	7
	Wallonie	39	39	39	39	40	40	40	40
Libre non confessionnel	Bruxelles	4	4	4	4	4	4	4	4
	Wallonie	7	7	7	7	7	7	7	7
<b>Total</b>	<b>Bruxelles</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>17</b>
	<b>Wallonie</b>	<b>78</b>	<b>78</b>	<b>78</b>	<b>78</b>	<b>79</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>80</b>

# NOMBRE D'ÉLÈVES EN FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Le nombre d'élèves de l'année scolaire qui débute ne peut pas être fourni dès la rentrée scolaire. Le comptage des élèves et les vérifications s'effectuent tout au long de l'année. Vous trouverez ci-dessous les chiffres pour 2023-2024 et années précédentes (chiffres certifiés au 15 janvier).

## 1. Enseignement ordinaire

### • Enseignement fondamental

Nombre d'élèves en maternel et en primaire ordinaire par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 15 janvier) :

Réseaux		2018-2019		2019-2020		2020-2021	
		Maternel	Primaire	Mat.	Prim.	Mat.	Prim.
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	2 756	5 288	2 558	5 264	2 393	5 118
	Wallonie	9 476	22 219	9 330	21 873	8 950	21 382
Officiel subventionné	Bruxelles	22 039	36 447	21 821	36 347	21 248	35 873
	Wallonie	69 076	122 874	68 904	122 757	67 526	123 214
Libre confessionnel	Bruxelles	16 197	32 485	16 001	32 528	15 413	32 215
	Wallonie	51 304	102 442	50 935	102 007	49 970	100 986
Libre non confessionnel	Bruxelles	1 147	2 025	1 161	2 047	1 142	2 022
	Wallonie	651	1 227	770	1 335	783	1 387
<b>Total</b>	<b>Bruxelles</b>	<b>42 139</b>	<b>76 245</b>	<b>41 541</b>	<b>76 186</b>	<b>40 196</b>	<b>75 228</b>
	<b>Wallonie</b>	<b>130 507</b>	<b>248 762</b>	<b>129 939</b>	<b>247 972</b>	<b>127 229</b>	<b>246 969</b>

Réseaux		2021 - 2022		2022-2023		2023-2024	
		Mat.	Prim.	Mat.	Prim.	Mat.	Prim.
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	2 213	5 127	2 152	5 122	2031	4951
	Wallonie	8 755	21 103	8 914	21 108	8783	20740
Officiel subventionné	Bruxelles	20 188	35 126	19 911	35 051	19175	34309
	Wallonie	65 394	122 050	65 667	121 364	65264	119750
Libre confessionnel	Bruxelles	14 792	31 645	14 489	31 288	14154	31062
	Wallonie	47 812	99 695	47 850	98 557	46881	97202
Libre non confessionnel	Bruxelles	1 116	1 998	1 118	2 035	1087	2006
	Wallonie	803	1 484	752	1 484	750	1507
<b>Total</b>	<b>Bruxelles</b>	<b>38 309</b>	<b>73 896</b>	<b>37 670</b>	<b>73 496</b>	<b>36447</b>	<b>72328</b>
	<b>Wallonie</b>	<b>122 764</b>	<b>244 332</b>	<b>123 183</b>	<b>242 513</b>	<b>121678</b>	<b>239199</b>

- Enseignement secondaire

Nombre d'élèves en secondaire ordinaire depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 15 janvier) :

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	14 056	14 366	14 462	14 680	14 834	15 258
	Wallonie	70 296	70 970	71 966	71 391	70 033	70 542
Officiel subventionné	Bruxelles	18 585	19 131	19 603	19 683	19 948	20 206
	Wallonie	35 875	36 343	35 993	36 458	36 324	37 193
Libre confessionnel	Bruxelles	43 503	44 426	45 466	45 689	45 679	46 506
	Wallonie	173 147	175 405	177 191	175 434	173 367	174 125
Libre non confessionnel	Bruxelles	3 108	3 504	3 696	3 827	3 799	3 830
	Wallonie	1 175	1 344	1 639	1 964	2 320	2 483
Total	Bruxelles	79 252	81 427	83 227	83 879	84 260	85 800
	Wallonie	280 493	284 062	286 789	285 247	282 044	284 343

## 2. Enseignement spécialisé

- Enseignement fondamental

Nombre d'élèves dans l'enseignement fondamental spécialisé depuis 2018-2019 :

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	356	356	333	361	351	344
	Wallonie	4 517	4 549	4 165	4 245	4285	4404
Officiel subventionné	Bruxelles	2 578	2 561	2 243	2 262	2137	2223
	Wallonie	3 631	3 641	3 223	3 209	2946	3268
Libre confessionnel	Bruxelles	1 328	1 298	1 202	1 201	1056	1211
	Wallonie	6 181	6 302	5 565	5 638	5380	5688
Libre non confessionnel	Bruxelles	654	649	619	615	636	639
	Wallonie	398	400	359	425	333	443
Total	Bruxelles	4 916	4 864	4 397	4 439	4180	4417
	Wallonie	14 727	14 892	13 312	13 517	12944	13803

\*Chiffres certifiés au 15 janvier 2024 (sauf [le type 5](#) au 30/09/2023)

- Enseignement secondaire

Nombre d'élèves dans le secondaire spécialisé depuis 2018-2019 :

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	270	252	240	244	226	251
	Wallonie	4 530	4 574	4519	4 422	4380	4503
Officiel subventionné	Bruxelles	1 018	1 037	1 025	1 023	889	984
	Wallonie	2 866	2 848	2 802	2 723	2511	2788
Libre confessionnel	Bruxelles	1 564	1 566	1 575	1 614	1520	1658
	Wallonie	7 337	7 436	7 291	7 149	6779	7038
Libre non confessionnel	Bruxelles	355	353	345	349	340	332
	Wallonie	606	599	568	561	498	520
<b>Total</b>	<b>Bruxelles</b>	<b>3 207</b>	<b>3 208</b>	<b>3 185</b>	<b>3 230</b>	<b>2975</b>	<b>3225</b>
	<b>Wallonie</b>	<b>15 339</b>	<b>15 457</b>	<b>15 180</b>	<b>14 855</b>	<b>14168</b>	<b>14849</b>

\*Chiffres certifiés au 15 janvier 2024 (sauf [le type 5](#) au 30/09/2023)

## LES ÉLÈVES PRIMOARRIVANTS, DASPA ET FLA

### 1. Nombre de Dispositifs d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primoarrivants et Assimilés (DASPA)

- **Enseignement fondamental**

- En 2023-2024, **189 DASPA** étaient organisés au 1<sup>er</sup> octobre 2023, et **197 DASPA** étaient organisés à la fin de l'année scolaire 2023-2024 ;
- En 2022-2023, **211 DASPA** étaient organisés (204 au 30/09/22 et 211 en fin d'année scolaire) ;
- En 2021-2022, **143 DASPA** étaient organisés ;
- En 2020-2021, **88 DASPA** étaient organisés ;
- En 2019-2020, **76 DASPA** étaient organisés ;
- En 2018-2019, **34 DASPA** étaient organisés.

- **Enseignement secondaire**

- En 2023-2024, **82 DASPA** étaient organisés au 1<sup>er</sup> octobre 2023 ;
- En 2022-2023, **86 DASPA** étaient organisés ;
- En 2021-2022, **84 DASPA** étaient organisés ;
- En 2020-2021, **63 DASPA** étaient organisés ;
- En 2019-2020, **53 DASPA** étaient organisés ;
- En 2018-2019, **44 DASPA** étaient organisés.

### 2. Nombre de Français Langue d'Apprentissage (FLA)

- **Enseignement fondamental**

En 2023-2024, 1481 écoles organisaient un dispositif FLA au 30 septembre 2023.

- **Enseignement secondaire**

En 2023-2024, 341 écoles organisaient un dispositif FLA.

En 2022-2023, 266 écoles organisaient un dispositif FLA.

### 3. Nombre d'élèves concernés par le DASPA et le dispositif FLA en FW-B (au 1er octobre 2023)

- **Enseignement fondamental**

- Au 1<sup>er</sup> octobre 2023, 3691 élèves étaient accueillis en DASPA.
- Au 1<sup>er</sup> octobre 2023, 6880 élèves étaient reconnus comme FLA.
- 6432 élèves PA/APA étaient dans un dispositif FLA.

- **Enseignement secondaire**

- Au 1<sup>er</sup> octobre 2023, 3648 élèves étaient accueillis en DASPA.
- Au 1<sup>er</sup> octobre 2023, 1334 élèves étaient accueillis en dispositif FLA.

#### **4. Evolutions ces dernières années**

- **Enseignement fondamental**

Au 1<sup>er</sup> octobre 2018, une moyenne de 488 élèves primoarrivants étaient accueillis dans un DASPA.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2019, 1 226 élèves primoarrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2020, 1 467 élèves primoarrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.

Au 30 juin 2022, 2 204 élèves primoarrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.

En 2021-2022, l'augmentation s'explique par l'arrivée des élèves ukrainiens dans les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2022, 3576 élèves primoarrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2023, 3691 élèves primoarrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.

- **Enseignement secondaire**

Au 1<sup>er</sup> octobre 2018, une moyenne de 1 282 élèves primoarrivants étaient accueillis dans un DASPA.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2019, 1 931 élèves primoarrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.

En 2018-2019, cette augmentation s'explique principalement par deux éléments :

- D'une part, le mode de calcul qui, jusqu'en 2018-2019, se basait sur une moyenne mensuelle lissée sur deux années scolaires a été revu. Depuis l'année scolaire 2019-2020, c'est le nombre d'élèves primoarrivants et/ou assimilés aux primoarrivants inscrits en DASPA au 30 septembre qui détermine le calcul des périodes d'encadrement.
- D'autre part, l'augmentation du nombre d'élèves peut également s'expliquer par l'identification des élèves assimilés aux primoarrivants qui, dans l'enseignement fondamental, ne pouvaient pas accéder au DASPA avant l'année scolaire 2019-2020.



Au 1<sup>er</sup> octobre 2020, 2 050 élèves primoarrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 236 dans un dispositif FLA.

En 2020-2021, l'augmentation du nombre d'élèves inscrits en DASPA s'explique par l'arrivée des nouveaux élèves primoarrivants et assimilés primoarrivants, mais également par les crises afghane et ukrainienne.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2021, 2182 élèves primoarrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 614 dans un dispositif FLA.

Au 1<sup>er</sup> octobre 2022, 3576 élèves primoarrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 5673 dans un dispositif FLA.

Entre le 1<sup>er</sup> octobre 2021 et 1<sup>er</sup> octobre 2022, il y a eu une augmentation du nombre d'élèves assimilés, mais c'est le nombre de primoarrivants qui présente la plus forte augmentation (le nombre de primoarrivants a plus que doublé en maternel et en primaire, et a presque triplé en DASPA).

Au 1<sup>er</sup> octobre 2023, 3648 primoarrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 1334 dans un dispositif FLA.

# NOMBRE D'INTERNATS EN FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

## 1. Internats de l'enseignement ordinaire

- Enseignement fondamental

Nombre d'internats par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 15 janvier) :

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	1	1	1	1	1	1
Libre confessionnel	Bruxelles	1	1	1	1	1	1
	Wallonie	2	2	2	2	2	2
<b>Total</b>	<b>Bruxelles</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	<b>Wallonie</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

Nombre d'internes par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 15 janvier) :

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	79	75	60	76	78	66
Libre confessionnel	Bruxelles	68	68	72	75	61	60
	Wallonie	76	78	78	87	90	95
<b>Total</b>	<b>Bruxelles</b>	<b>68</b>	<b>68</b>	<b>72</b>	<b>75</b>	<b>61</b>	<b>60</b>
	<b>Wallonie</b>	<b>155</b>	<b>153</b>	<b>138</b>	<b>163</b>	<b>168</b>	<b>161</b>

NB : un internat du fondamental peut accueillir des élèves d'autres niveaux d'enseignement (secondaire et/ou supérieur)

- Enseignement secondaire

Nombre d'internats par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 1<sup>er</sup> octobre) :

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	5	5	5	5	5	5
	Wallonie	51	51	50	50	50	50
Officiel subventionné	Bruxelles	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	14	14	14	14	14	14
Libre confessionnel	Bruxelles	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	33	32	32	31	31	31
<b>Total</b>	<b>Bruxelles</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	<b>Wallonie</b>	<b>98</b>	<b>97</b>	<b>96</b>	<b>95</b>	<b>95</b>	<b>95</b>

Nombre d'internes par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 1<sup>er</sup> octobre) :

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	308	294	283	287	296	298
	Wallonie	3 647	3 572	3 306	3 554	3 637	3 653
	Bruxelles	-	-	-	-	-	-

Officiel subventionné	Wallonie	1 107	1 109	1 141	1 219	1 265	1 190
Libre confessionnel	Bruxelles	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	2 701	2 642	2 488	2 500	2 440	2 407
<b>Total</b>	<b>Bruxelles</b>	<b>308</b>	<b>294</b>	<b>283</b>	<b>287</b>	<b>296</b>	<b>298</b>
	<b>Wallonie</b>	<b>7 455</b>	<b>7 323</b>	<b>6 935</b>	<b>7 273</b>	<b>7 342</b>	<b>7 250</b>

NB : un internat du secondaire peut accueillir des élèves d'autres niveaux d'enseignement (fondamental et/ou supérieur)

## 2. Internats de l'enseignement spécialisé

Dans l'enseignement spécialisé, on peut considérer qu'il y a 22 internats (21 structures d'accueil dont l'une d'elles compte deux implantations). Les chiffres sont restés stables ces dernières années.

Voici la population certifiée au 30 septembre 2023 pour le spécialisé (les structures d'accueil n'existent qu'à Wallonie-Bruxelles Enseignement dans le spécialisé) :

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	1413	1395	1248	1311	1322	1342
Officiel subventionné	Bruxelles	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	-	-	-	-	-	-
Libre confessionnel	Bruxelles	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>Bruxelles</b>	-	-	-	-	-	-
	<b>Wallonie</b>	<b>1413</b>	<b>1395</b>	<b>1248</b>	<b>1311</b>	<b>1322</b>	<b>1342</b>

# NOMBRE DE PERSONNELS DE L'ENSEIGNEMENT

## 1. Les chiffres totaux des enseignants

Nombre d'équivalents temps plein (ETP) en activité dans un établissement d'enseignement, un internat, un centre psycho-médico-social (CPMS) ou un Centre de Dépaysement et de Plein Air (CDPA) en janvier 2024 :

Réseau	Catégorie de personnel	Niveau / Genre d'établissement										
		Fonda- mental ordinaire	Secondaire ordinaire Pl. ex	Secondaire ordinaire CEFA	Spécialisé	Promotion sociale	Haute école + Internats sup.	Ecole sup. des Arts	Artistique à horaire réduit	CPMS	CDPA, CTF	TOTAL
WBE	Directeur	174,6	258,8		63,8	57,8	15,0	14,0			12,0	596,0
	Enseignant	2.672,6	8.497,0	201,6	2.218,9	760,8	1.100,3	429,8			36,8	15.917,6
	Auxiliaire d'éducation	31,2	1.392,3	5,3	445,4	76,2	126,4	1,0			65,5	2.143,4
	Paramédical, social, psy.	98,9	13,4		746,8		1,0				2,5	862,7
	Technique CPMS		0,0							397,2	0,0	397,2
	Administratif	138,3	342,2		79,6	47,5	256,2	92,4			56,7	1.048,8
	Ouvrier	284,2	2.475,8		445,3	64,4	320,0	61,1		27,4	157,7	3.835,9
	<b>TOTAL sans doublon</b>	<b>3.399,7</b>	<b>12.979,5</b>	<b>206,9</b>	<b>3.999,7</b>	<b>1.006,6</b>	<b>1.818,9</b>	<b>598,4</b>	<b>0,0</b>	<b>481,3</b>	<b>310,6</b>	<b>24.801,7</b>
OS	Directeur	1.052,3	158,3		69,9	117,0	42,0	10,0	132,4			1.581,8
	Enseignant	17.374,3	6.210,0	298,8	2.147,1	1.328,7	1.533,5	187,4	1.429,0	1,0		30.509,7
	Auxiliaire d'éducation	21,8	746,5	4,0	130,1	213,8	3,4	2,0	70,4			1.192,0
	Paramédical, social, psy.	702,1	18,8	0,5	504,8							1.226,2
	Technique CPMS		0,0							536,9		536,9
	Administratif	523,1	101,0		9,6	40,8	273,6	32,7				980,8
	Ouvrier	54,2	4,6		1,3							60,1
	<b>TOTAL sans doublon</b>	<b>19.727,8</b>	<b>7.239,1</b>	<b>303,3</b>	<b>2.862,8</b>	<b>1.700,3</b>	<b>1.852,5</b>	<b>232,1</b>	<b>1.631,7</b>	<b>537,9</b>	<b>0,0</b>	<b>36.087,6</b>
LS	Directeur	824,3	590,6		136,2	75,4	72,0	14,0	17,3			1.729,8
	Enseignant	13.216,3	21.291,2	594,1	4.284,3	729,3	2.367,8	393,7	168,8			43.045,5
	Auxiliaire d'éducation	47,4	2.443,6	15,9	330,8	123,5	3,8	2,0	8,3			2.975,4
	Paramédical, social, psy.	565,6	49,6	0,8	1.078,3							1.694,2
	Technique CPMS		0,0							788,3		788,3
	Administratif	318,1	429,1	0,8	11,3	21,6	558,5	59,3				1.398,6
	Ouvrier	64,2	125,2	0,8	3,7	1,6						195,4
	<b>TOTAL sans doublon</b>	<b>15.035,9</b>	<b>24.929,2</b>	<b>612,4</b>	<b>5.844,6</b>	<b>951,3</b>	<b>3.002,1</b>	<b>469,0</b>	<b>194,4</b>	<b>788,3</b>	<b>0,0</b>	<b>51.827,3</b>
TOTAL	Directeur	2.051,2	1.007,7	0,0	269,9	250,2	129,0	38,0	149,7	0,0	12,0	3.907,7
	Enseignant	33.263,2	35.998,2	1.094,5	8.650,3	2.818,8	5.001,5	1.010,9	1.597,7	1,0	36,8	89.472,8
	Auxiliaire d'éducation	100,5	4.582,4	25,2	906,4	413,5	133,6	5,0	78,8	0,0	65,5	6.310,8
	Paramédical, social, psy.	1.366,6	81,8	1,3	2.329,9	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	2,5	3.783,1
	Technique CPMS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.722,5	0,0	1.722,5
	Administratif	979,4	872,3	0,8	100,5	109,9	1.088,3	184,4	0,0	56,7	36,1	3.428,2
	Ouvrier	402,6	2.605,6	0,8	450,3	66,0	320,0	61,1	0,0	27,4	157,7	4.091,4
	<b>TOTAL</b>	<b>38.163,4</b>	<b>45.147,9</b>	<b>1.122,6</b>	<b>12.707,2</b>	<b>3.658,3</b>	<b>6.673,4</b>	<b>1.299,5</b>	<b>1.826,2</b>	<b>1.807,5</b>	<b>310,6</b>	<b>112.716,6</b>

Nombre de personnes en activité dans un établissement d'enseignement, un internat, un CPMS ou un CDPA en janvier 2024 :

Réseau	Catégorie de personnel	Niveau / Genre d'établissement										
		Fondamental ordinaire	Secondaire ordinaire Pl. ex	Secondaire ordinaire CEFA	Spécialisé	Promotion sociale	Haute école + Internats sup.	Ecole sup. des Arts	Artistique à horaire réduit	CPMS	CDPA, CTF	TOTAL
WBE	Directeur	176	253		64	58	15	11			12	589
	Enseignant	3.262	9.654	429	2.523	1.547	1.438	925			39	19.134
	Auxiliaire d'éducation	44	1.577	8	509	89	138	1			74	2.405
	Paramédical, social, psy.	123	16		872		1				3	1.012
	Technique CPMS		0							509		509
	Administratif	190	404		101	55	288	103		72	39	1.237
	Ouvrier	365	2.907		517	86	364	68		74	183	4.522
	<b>TOTAL sans doublons</b>	<b>4.153</b>	<b>14.768</b>	<b>437</b>	<b>4.562</b>	<b>1.786</b>	<b>2.239</b>	<b>1.096</b>		<b>651</b>	<b>349</b>	<b>29.216</b>
OS	Directeur	1.062	159		70	118	49	6	136			1.599
	Enseignant	20.367	7.433	674	2.648	2.608	1.855	309	2.252	2		36.725
	Auxiliaire d'éducation	30	843	6	151	251	4	3	124			1.393
	Paramédical, social, psy.		23	1						672		672
	Technique CPMS	889	0		639							1.552
	Administratif	695	120		11	47	292	40				1.205
	Ouvrier	63	6		2							71
	<b>TOTAL sans doublons</b>	<b>23.088</b>	<b>8.569</b>	<b>681</b>	<b>3.511</b>	<b>2.978</b>	<b>2.184</b>	<b>352</b>	<b>2.492</b>	<b>673</b>		<b>43.056</b>
LS	Directeur	835	592		137	80	77	12	18			1.751
	Enseignant	15.662	24.799	1.224	4.894	1.916	3.115	705	335			50.991
	Auxiliaire d'éducation	71	2.829	27	391	157	4	2	14			3.475
	Paramédical, social, psy.	735	68	1	1.352							2.147
	Technique CPMS		0							1.040		1.040
	Administratif	444	534	1	15	25	621	82				1.720
	Ouvrier	91	165	1	5	2						264
	<b>TOTAL sans doublons</b>	<b>17.818</b>	<b>28.823</b>	<b>1.252</b>	<b>6.751</b>	<b>2.131</b>	<b>3.803</b>	<b>790</b>	<b>362</b>	<b>1.040</b>		<b>61.011</b>
TOTAL sans doubles comptages	Directeur	2.073	1.004		271	256	141	29	154		12	3.939
	Enseignant	38.698	41.414	2.317	10.045	5.761	6.364	1.877	2.444	2	39	103.992
	Auxiliaire d'éducation	144	5.242	41	1.050	496	146	6	138		74	7.248
	Paramédical, social, psy.	1.743	106	2	2.837		1				3	4.674
	Technique CPMS		0							2.205		2.205
	Administratif	1.329	1.058	1	127	127	1.200	225		72	39	4.161
	Ouvrier	519	3.078	1	524	88	364	68		74	183	4.857
	<b>TOTAL sans doublons</b>	<b>44.456</b>	<b>51.676</b>	<b>2.360</b>	<b>14.774</b>	<b>6.583</b>	<b>8.180</b>	<b>2.176</b>	<b>2.710</b>	<b>2.348</b>	<b>349</b>	<b>130.270</b>

## 2. Nombre de nouveaux enseignants

Nombre de nouveaux enseignants (= ayant eu pour la première fois des prestations en tant qu'enseignant au cours de l'année scolaire) :

Catégorie de personnel	Niveau / Genre d'établissement	2019-2020		2020-2021		2021-2022		2022-2023		2023-2024	
		Nb personnes	Nb ETP moyen	Nb personnes	Nb ETP moyen	Nb personnes	Nb ETP moyen	Nb personnes	Nb ETP moyen	Nb personnes	Nb ETP moyen
Enseignant	Fondamental ordinaire	1.822	946,8	2.542	1.147,5	1.980	966,7	1.931	837,4	1.850	808,7
	Secondaire ordinaire	2.332	1.135,7	2.969	1.411,2	2.550	1.183,9	2.206	1.013,0	2.360	1.047,0
	Spécialisé	560	234,3	768	327,1	577	209,3	533	176,4	475	169,1
	Promotion sociale	499	83,5	541	75,3	584	90,2	557	88,4	597	94,5
	Haute école	271	104,5	316	117,2	328	124,1	258	99,8	194	68,2
	Ecole supérieure des Arts	213	24,2	239	26,7	288	33,9	328	36,0	289	31,5
	Artistique à horaire réduit	128	26,6	172	36,8	145	30,9	156	35,2	166	39,3
	<b>TOTAL (sans double comptage)</b>	<b>5.316</b>	<b>2.555,5</b>	<b>6.957</b>	<b>3.141,7</b>	<b>5.905</b>	<b>2.639,0</b>	<b>5.470</b>	<b>2.286,2</b>	<b>5.482</b>	<b>2.258,1</b>

Il s'agit des personnes qui ont eu, pour la première fois, des prestations en tant qu'enseignant entre septembre et juin de chaque année scolaire, quelle que soit la durée de ces prestations. Les nombres englobent donc aussi bien des enseignants qui ont presté tout au long de l'année scolaire que des intérimaires qui n'ont effectué qu'un court remplacement ponctuel.

Les nombres d'ETP moyens correspondent à la moyenne des ETP prestés sur les 10 mois de septembre à juin.

### 3. Répartition des enseignants selon le titre détenu (requis, suffisant, pénurie ou non listé)

Concernant la répartition des enseignants selon le titre détenu, il s'agit d'une statistique basée sur les enseignants **en janvier 2024** soumis au nouveau régime de la réforme des titres et fonctions (enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015).

En effet, pour ces enseignants, l'ensemble des fonctions définies par la réforme ainsi que les nouveaux barèmes ont été rigoureusement codifiés de telle sorte à pouvoir facilement déterminer à quel type de titre (requis, suffisant, pénurie ou non listé) ces derniers correspondent.

Répartition des enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015, par fonction dans le fondamental ordinaire et spécialisé, selon le titre détenu en janvier 2024 :

Fonction - Nombre d'ETP entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015	% ETP				Nombre d'ETP				TOTAL
	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	
Maître d'éducation physique	112016%	348%	52%	100%	372	1	0	0	373
Maître de psychomotricité	33742%	375%	23%	100%	219	2	0	1	222
Instituteur(trice) maternel(le)	6262%	41%	31%	100%	1.647	11	8	26	1.692
Instituteur(trice) primaire	5691%	384%	5%	100%	5.635	381	5	99	6.119
Instituteur primaire en immersion linguistique	421%	139%	13%	100%	120	40	4	29	192
Instituteur maternel en immersion linguistique	480%	60%	14%	100%	34	4	1	7	47
Maître de morale / religion	413%	98%	23%	100%	124	29	7	30	190
Maître de philosophie et de citoyenneté	236%	57%	9%	100%	117	28	4	50	199
Maître de seconde langue Néerl / Anglais / All	178%	37%	22%	100%	179	37	22	100	338

Répartition des enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015, par fonction dans le secondaire inférieur ordinaire et spécialisé, selon le titre détenu en janvier 2024 :

Fonction - Nombre d'ETP entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015	% ETP				Nombre d'ETP				TOTAL
	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	
Professeur de CG Education physique au DI	56729%	1634%	100%	206%	464,1	13,4	0,8	1,7	480
Professeur de CG Form. générale de base au DI	1881%	797%	100%	98%	113,5	48,1	6,0	5,9	173
Professeur de CG Sciences hum / Hist / Géo au DI	3444%	357%	100%	187%	661,4	68,6	19,2	35,9	785
Professeur de CG Mathématiques au DI	2211%	79%	100%	93%	852,4	30,4	38,5	35,8	957
Professeur de CG Autres disciplines au DI	733%	604%	100%	80%	73,4	60,5	10,0	8,0	152
Professeur de CG Sciences au DI	1148%	166%	100%	78%	587,7	84,9	51,2	39,8	764
Professeur de CG Français ou FLE au DI	2332%	188%	100%	295%	814,7	65,8	34,9	102,9	1.018
Professeur de CG Educ. plastique / musicale au DI	610%	455%	100%	94%	111,1	83,0	18,2	17,2	230
Professeur de CG Néerl / Anglais / All au DI	806%	179%	100%	163%	636,7	141,3	79,0	128,5	985
Professeur de CG Sciences économiques au DI	333%	194%	100%	51%	60,2	35,0	18,1	9,2	123
Professeur de Morale / Religion au DI	652%	72%	100%	128%	246,7	27,2	37,9	48,6	360
Professeur de CG Philosophie et citoyenneté au DI	1462%	543%	100%	786%	76,8	28,5	5,3	41,3	152
Professeur de Cours techniques / artistiques au DI	360%	156%	100%	199%	378,5	164,7	105,2	209,0	857
Professeur de Pratique professionnelle au DI	257%	180%	100%	293%	304,8	213,9	118,7	347,9	985

Répartition des enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015, par fonction dans le secondaire supérieur ordinaire et spécialisé, selon le titre détenu en janvier 2024 :

Fonction - Nombre d'ETP entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015	% ETP				Nombre d'ETP				TOTAL
	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	
Professeur de CG Sciences hum. / soci. au DS	541%	100%	42%	7%	150,8	27,9	11,6	2,1	192
Professeur de CG Sciences au DS	362%	100%	30%	10%	385,7	106,7	31,6	10,3	534
Professeur de CG Histoire au DS	806%	100%	60%	37%	107,1	13,3	8,0	4,9	133
Professeur de CG Sciences économiques au DS	657%	100%	82%	8%	208,3	31,7	26,1	2,7	269
Professeur de CG Français ou FLE au DS	1082%	100%	147%	34%	423,3	39,1	57,6	13,2	533
Professeur de CG Néerl / Anglais / All / Esp au DS	571%	100%	63%	49%	547,6	95,9	60,9	47,4	752
Professeur de CG Autres disciplines au DS	568%	100%	87%	32%	40,4	7,1	6,2	2,3	56
Professeur de CG Education physique au DS	2596%	100%	446%	45%	231,3	8,9	39,7	4,0	284
Professeur de CG Mathématiques au DS	262%	100%	79%	11%	296,1	112,8	89,2	11,9	510
Professeur de Cours techniques / artistiques au DS	270%	100%	68%	104%	382,2	141,3	96,8	146,3	767
Professeur de Morale / Religion au DS	543%	100%	190%	110%	95,0	17,5	33,3	19,2	165
Professeur de CG Géographie au DS	56%	100%	49%	24%	45,6	81,5	40,3	19,8	187
Professeur de Pratique professionnelle au DS	207%	100%	77%	176%	139,4	67,5	52,1	118,5	378
Professeur de CG Philosophie et citoyenneté au DS	468%	100%	149%	349%	23,4	5,0	7,4	17,4	53

Répartition des enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015, par fonction dans le secondaire inférieur et supérieur ordinaire et spécialisé, selon le titre détenu en janvier 2024 :

Fonction - Nombre d'ETP entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015	% ETP				Nombre d'ETP				TOTAL
	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	
Professeur de CG Grec ancien	1499%	60%	100%	121%	8,51	0,34	0,57	0,69	10,00
Professeur de CG Latin	3075%	60%	100%	265%	84,29	1,64	2,74	7,26	96,00

  

Fonction - Nombre d'ETP entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015	% ETP				Nombre d'ETP				TOTAL
	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	
Professeur de CG Latin + Grec DI/DS	86%	3%	4%	7%	92,80	1,98	3,31	7,95	106,00

Retrouvez les chiffres des années antérieures dans les dossiers de presse de rentrée des années précédentes sur [enseignement.be](https://enseignement.be)

## EVOLUTION DES TAUX D'ABSENCE POUR MALADIE

Le fichier Excel [ci-joint](#) fournit une analyse détaillée des taux d'absentéisme pour maladie parmi les personnels de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles sur une période allant de 2018 à 2024. Les données sont segmentées par niveau d'enseignement (fondamental, secondaire, etc.), catégorie de personnel (direction, enseignant, auxiliaire d'éducation, etc.), région, et sexe.

### Points principaux :

- **Évolution des taux d'absentéisme :**
  - Les taux d'absentéisme varient d'année en année, avec des pics notables observés en 2021-2022, en partie attribuables à la crise sanitaire du COVID-19.
  - Les taux moyens annuels d'absentéisme ont montré des fluctuations, mais une tendance générale à la hausse est observable entre 2018 et 2024, avec une légère baisse en 2022-2023 avant de remonter en 2023-2024.
- **Différences par catégorie de personnel :**
  - Le personnel de direction a généralement montré un taux d'absentéisme plus bas que les autres catégories.
  - Le personnel enseignant a vu des variations plus marquées, avec des taux d'absence plus élevés en 2023-2024 par rapport à 2018-2019.
- **Analyse par région et sexe :**
  - Les taux d'absentéisme varient également selon les régions, avec certaines différences notables entre la Wallonie et Bruxelles.
  - Les données montrent aussi des écarts entre les sexes, bien que ces écarts ne soient pas significatifs pour toutes les catégories de personnel.



# COUTS DE L'ENSEIGNEMENT EN FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES : INDICATEURS 2023 (DONNEES 2022)

## Coûts associés au système éducatif

[Les indicateurs de l'Enseignement 2023](#) offrent une analyse complète des coûts associés au système éducatif en Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'année 2022 (voir pages 20 et 21 de la brochure des indicateurs de l'Enseignement 2023). Il s'agit des chiffres les plus récents pour refléter l'investissement et les ressources allouées par la FWB pour soutenir l'enseignement.

Ils présentent une vue d'ensemble des dépenses, en soulignant les différents niveaux d'enseignement et les impacts financiers spécifiques, tels que le redoublement et l'échec scolaire :

- **Dépenses totales et répartition :**
  - En 2022, la Fédération Wallonie-Bruxelles a consacré 9,753 milliards d'euros à son système éducatif, ce qui représente 72,3 % des dépenses totales de la FWB.
  - Les traitements des personnels de l'enseignement représentent une part très significative de ces dépenses, soit 6,903 milliards d'euros, correspondant à 78,6 % des dépenses globales de l'enseignement (hors universités).
- **Coût par élève/étudiant :**
  - Le coût annuel moyen par élève/étudiant varie selon le niveau d'enseignement :
    - Maternelle : 4.901 €
    - Primaire : 5.577 €
    - Secondaire ordinaire : 8.980 €
    - Enseignement spécialisé : 22.746 €
    - Enseignement supérieur (hors universités) : 6.291 €
  - Le coût cumulé pour un parcours scolaire complet sans redoublement, de la maternelle au diplôme de l'enseignement secondaire supérieur, est estimé à 102.000 € par élève.
- **Impact du redoublement et de l'échec scolaire :**
  - L'échec scolaire a engendré un surcoût d'environ 367 millions d'euros en 2022 dans l'enseignement obligatoire ordinaire de plein exercice.
  - Le coût total du redoublement pour l'année scolaire 2021-2022 a été de 50,1 millions d'euros dans le primaire et de 315,2 millions d'euros dans le secondaire.
- **Évolution des dépenses :**
  - Les dépenses par élève ont augmenté de manière significative au cours des dix dernières années, en particulier dans l'enseignement maternel (+11,7 %), primaire (+9,2 %), et secondaire ordinaire (+4,9 %) à prix constants.
  - L'enseignement spécialisé a connu une augmentation de 24 % des dépenses allouées, tandis que l'enseignement supérieur a vu une hausse de 25,2 % dans les hautes écoles et de 10,3 % dans les universités.

## LES CENTRES D'ÉDUCATION ET DE FORMATION EN ALTERNANCE (CEFA)

Un Centre d'Éducation et de Formation en Alternance (CEFA) est une structure commune à plusieurs écoles qualifiantes d'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de plein exercice qui souhaitent proposer à leurs élèves des formations en alternance. Toutefois, le CEFA a son siège administratif dans une école déterminée. Celle-ci est dénommée « établissement siège ». Les autres écoles qui participent à l'organisation de l'enseignement en alternance sont désignées comme des « établissements coopérants ».

Les CEFA proposent aux jeunes de 15 à 25 ans des formations qualifiantes dans l'enseignement secondaire technique de qualification et professionnel dès le 2e degré. Chaque formation permet au jeune de combiner l'apprentissage en CEFA (formation générale et professionnelle) avec le travail en entreprise. Il est d'ailleurs rémunéré pour ce dernier en fonction de son âge et niveau de formation.

Nombre de CEFA, d'établissements sièges ou coopérants et d'élèves inscrits dans les CEFA :

Date de comptage	Année scolaire	Nombre de CEFA	Nombre d'établissements (siège et coopérant)	Nombre d'élèves
15-janv-24	2023-2024	43	125	8609
15-janv-23	2022-2023	43	122	8289
15-janv-22	2021-2022	43	118	8721
15-janv-21	2020-2021	43	117	8663
15-janv-20	2019-2020	43	120	9107
15-janv-19	2018-2019	43	116	8863

Tous les CEFA relèvent de l'enseignement secondaire ordinaire. Aucune école de l'enseignement spécialisé n'est *établissement-siège* d'un CEFA, mais plusieurs écoles sont toutefois des *établissements-coopérants*.

Il y a néanmoins des élèves issus de l'enseignement spécialisé qui fréquentent des CEFA. Ce nombre d'élèves est inclus dans le tableau général précédent.

Nombre d'élèves dans le secondaire spécialisé en alternance depuis 2018-2019

Réseaux	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Wallonie-Bruxelles Enseignement	55	40	38	40	62	73
Officiel Libre Subventionné	14	25	21	28	25	24
Libre confessionnel subventionné	177	176	185	164	188	203
Libre non confessionnel	7	4	2	2	4	0
<b>TOTAL</b>	<b>253</b>	<b>245</b>	<b>246</b>	<b>224</b>	<b>279</b>	<b>300</b>

## L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

L'éducation et la formation tout au long de la vie<sup>2</sup> sont essentielles dans notre société, car elles permettent aux adultes d'acquérir une formation initiale, mais également de se perfectionner, se reconverter ... dans divers domaines de qualification.

L'enseignement de promotion sociale en Fédération Wallonie-Bruxelles s'inscrit dans cette dynamique. Ainsi, le [décret du 16 avril 1991](#) organisant l'enseignement de promotion sociale énumère les deux finalités suivantes :

- (1) concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- (2) répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels.

Les formations concernent tous les niveaux : enseignement secondaire inférieur et supérieur, enseignement supérieur de type court ou long. Et elles permettent d'obtenir une certification équivalente à celles obtenues dans l'enseignement obligatoire ou supérieur de plein exercice. Suivant les formations, il existe plusieurs types de certification : diplômes, certificats (CEB, CE2D, CESS, certificat de qualification), attestations de réussite.

C'est également un opérateur exclusif dans quelques filières de formation (exemple : maréchalerie, maroquinerie ...). Il délivre également des titres qui permettent soit d'accéder à une profession lorsqu'une législation prévoit qu'un titre particulier est nécessaire, soit de bénéficier d'un meilleur barème. C'est le cas notamment pour les connaissances en gestion de base, le CAP (certificat d'aptitude pédagogique), le CAPAES (certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur), l'aptitude à l'éducation des élèves à besoins spécifiques, les aides-soignants, les bibliothécaires brevetés, les géomètres-experts, les conseillers en prévention, les cadres du secteur non marchand ...

Les établissements d'enseignement de promotion sociale disposant d'une habilitation pour l'organisation d'une section de l'enseignement supérieur sont considérés comme des établissements d'enseignement supérieur.

L'enseignement de promotion sociale est de type modulaire. Chacun peut donc construire son parcours à son rythme et l'adapter à sa vie familiale et professionnelle. Les études sont divisées en plusieurs modules, appelés unités d'enseignement (UE). Pour obtenir un titre, il faut réussir toutes les UE prévues au dossier pédagogique de la formation et présenter un travail de fin d'études (épreuve

---

<sup>2</sup> L'expression « éducation et formation tout au long de la vie » désigne la recherche ininterrompue, facultative et volontaire de la connaissance pour des raisons personnelles ou professionnelles. L'objectif général est l'amélioration des connaissances, des aptitudes et des compétences. Le caractère intentionnel des activités d'apprentissage les distingue des autres types d'activités, sportives et culturelles, par exemple. [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Glossary:Lifelong\\_learning/fr](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Glossary:Lifelong_learning/fr)

intégrée). La plupart des formations comportent des modules de stage. Autre atout de l'enseignement de promotion sociale : les formations sont dispensées en cours du jour et/ou cours du soir.

## **1. Le public de la promotion sociale**

Le public potentiel de l'enseignement de promotion sociale est varié. Peut être admis dans l'enseignement de promotion sociale, tout étudiant n'étant plus soumis à l'obligation scolaire (soit à partir de 18 ans<sup>3</sup>) qu'il soit inactif, travailleur, demandeur d'emploi ... L'enseignement de promotion sociale donne accès au congé d'éducation payé qui permet au travailleur de se former pendant les heures de travail avec maintien de sa rémunération.

Par ailleurs, certains établissements de promotion sociale organisent également des unités d'enseignement (UE) à destination de publics plus spécifiques comme des cours d'alphabétisation pour les réfugiés. Ces cours peuvent également être organisés en partenariat avec des associations ou encore des pouvoirs locaux. Cet enseignement est également actif en intra-muros dans les prisons, puisque des formations peuvent être données aux détenus via l'organisation d'unités d'enseignement, ou en extra-muros via un accompagnement des détenus ou des justiciables visant à la mise en formation ou à la poursuite de la formation entamée en prison.

## **2. Les établissements de promotion sociale**

L'enseignement de promotion sociale compte actuellement 146 établissements répartis à travers la Fédération Wallonie-Bruxelles. Un même établissement de promotion sociale peut à la fois proposer des formations classées au niveau secondaire et des formations classées au niveau supérieur.

Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, ce ne sont pas moins de 365 cursus d'études supérieures qui disposent d'une habilitation au sens de l'article 88 du décret « paysage ».

## **3. Un site pour l'enseignement de promotion sociale**

L'enseignement de promotion sociale dispose désormais de son propre [site internet](#). Un moteur de recherches recense toutes les formations organisées dans les 146 établissements de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Il permet de faire le lien entre les formations proposées et les établissements qui les organisent.

Elaboré à destination du grand public, le site présente aussi l'organisation de l'enseignement de promotion sociale, les modalités d'inscription, les secteurs d'activités, les possibilités de valorisation d'expériences, etc.

---

<sup>3</sup> Sauf cas particulier où l'accès est possible dès 15 ans.

**Vous cherchez des chiffres sur l'enseignement de promotion sociale ?**

[La section « les chiffres clés »](#) présente de manière dynamique les derniers chiffres et données sur ce type d'enseignement : inscriptions, nombre d'étudiants, population enseignante, etc.

Concernant le budget de l'enseignement de promotion sociale, rendez-vous sur [le site des chiffres clés](#).

# L'ENSEIGNEMENT À DOMICILE

## 1. Introduction

La matière de l'enseignement à domicile est régie par les articles 1.7.1-12 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire<sup>4</sup>.

Ce Code a intégré les dispositions du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, à l'exception des règles prévues aux articles 18 à 20 qui seront abrogées progressivement avec l'entrée en vigueur du tronc commun.

Bien que la législation n'établisse aucune distinction à cet égard, l'enseignement dit « à domicile » recouvre, principalement, deux réalités :

- Les enfants instruits à domicile (enseignement à domicile au sens strict) ;
- Les enfants suivis par des structures d'enseignement collectif (communément appelées « écoles privées »). Ils sont assimilés aux élèves relevant de l'enseignement à domicile. Ex. : écoles préparatoires aux jurys de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pour pouvoir répondre à l'obligation scolaire par le biais de l'enseignement à domicile, les parents doivent faire parvenir une déclaration d'enseignement à domicile à l'Administration pour le 5 septembre au plus tard.

Ce délai peut être porté au 15 septembre de l'année scolaire visée si les parents peuvent démontrer que l'enfant était inscrit et fréquentait une école permettant de satisfaire à l'obligation scolaire depuis le début de l'année scolaire avant d'opter pour l'enseignement à domicile.

Ce délai est prolongé si l'enfant arrive de l'étranger et fixe sa résidence en Belgique après le 5 septembre.

Dans ces deux cas, les parents sont invités à prendre directement contact avec le service de l'enseignement à domicile pour connaître la procédure.

## 2. Les chiffres de l'enseignement à domicile<sup>5</sup>

	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
À domicile	845	875	1015	1072	1103	2416	2169	2 283	2172
École privée	385	397	366	648	836	771	836	982	1016
<b>Total</b>	<b>1230</b>	<b>1272</b>	<b>1381</b>	<b>1720</b>	<b>1939</b>	<b>3187</b>	<b>3005</b>	<b>3 265</b>	<b>3188</b>

<sup>4</sup> [Décret du 3 mai 2019](#) portant les livres 1<sup>er</sup> et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun.

<sup>5</sup> Ces chiffres sont arrêtés au 31/10 de l'année scolaire visée. Ils fluctuent au long de l'année scolaire en fonction, notamment, des décisions de la Commission de l'enseignement à domicile.

### **3. Les conditions d'accès à l'enseignement à domicile**

L'enfant doit être en âge d'obligation scolaire et résider sur le territoire de la Région bruxelloise ou de la Région wallonne.

Si l'enfant est en âge de fréquenter l'enseignement maternel et primaire, il n'existe, a priori, aucune autre condition d'accès. À partir du niveau secondaire, pour pouvoir s'inscrire à l'enseignement à domicile, l'élève doit répondre aux conditions d'obtention des différentes épreuves certificatives reprises ci-dessous :

- Avoir obtenu le certificat d'études base (C.E.B.) dans le courant de l'année scolaire durant laquelle l'enfant atteint l'âge de 12 ans ;
- Avoir obtenu le certificat d'enseignement secondaire du premier degré (C.E.1.D) dans le courant de l'année scolaire durant laquelle l'enfant atteint l'âge de 14 ans ;
- Avoir obtenu le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (C.E.2.D.) (ou une attestation d'orientation A ou B sanctionnant la fin de la 4<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire) dans le courant de l'année scolaire durant laquelle l'enfant atteint l'âge de 16 ans.

### **4. Les contrôles du niveau des études**

Les enfants inscrits à l'enseignement à domicile sont soumis à un contrôle du niveau des études au minimum au cours de l'année civile durant laquelle ils atteignent l'âge de 8 ans et de 10 ans.

Ils peuvent également être convoqués, à tout moment, d'initiative, à la demande du Gouvernement ou de la Commission de l'enseignement à domicile.

Le Service général de l'Inspection est chargé du contrôle du niveau des études. Il s'assure que l'enseignement dispensé permet à l'enfant soumis à l'obligation scolaire d'acquérir un niveau d'études équivalent aux référentiels visés, à l'article 1.7.1-14, §1<sup>er</sup>, du Code précité.

Les membres du Service général de l'Inspection s'assurent également que l'enseignement dispensé poursuit les objectifs définis à l'article 1.4.1-1 du Code, qu'il est conforme au titre II de la Constitution et ne prône pas des valeurs qui sont manifestement incompatibles avec la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950.

En pratique, les parents reçoivent une convocation à un contrôle du niveau des études au minimum un mois à l'avance. Durant ce contrôle, l'enfant va réaliser quelques tests écrits et peut être amené à répondre à des questions posées oralement. Il s'agit également d'une rencontre avec les parents qui vont alors exposer, au Service général de l'Inspection la manière dont sont organisés les apprentissages de l'enfant.

Une fois le contrôle effectué, le Service général de l'Inspection émet un avis dans un rapport circonstancié qu'il transmet aux parents qui disposent de 10 jours pour apporter leurs commentaires et observations. C'est ensuite la Commission de l'enseignement à domicile, qui, sur base du rapport et des éventuelles remarques des parents, statue sur la conformité de l'enseignement prodigué. Si la Commission de l'enseignement à domicile rend une décision négative sur le contrôle du niveau des



études, l'enfant devra être à nouveau contrôlé dans un délai de 2 à 6 mois. Si, au terme de ce 2<sup>e</sup> contrôle, la Commission décide à nouveau que l'encadrement pédagogique et le niveau atteint ne sont pas suffisants, l'enfant ne pourra pas poursuivre l'enseignement à domicile et devra impérativement être inscrit dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française ou permettant de satisfaire à l'obligation scolaire.

Il en va de même en cas d'absence au contrôle du niveau des études considérée comme injustifiée par la Commission de l'enseignement à domicile.

**Retrouvez plus d'informations sur l'enseignement à domicile sur [enseignement.be](https://enseignement.be).**

# L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ARTISTIQUE A HORAIRES REDUITS (ESAHR)

## 1. Le rôle et l'action de la Fédération Wallonie-Bruxelles

L'enseignement secondaire artistique à horaire réduit (ESAHR) est un enseignement subventionné non obligatoire. Il est régi par le [décret du 2 juin 1998](#) qui l'organise et lui confère des finalités et des structures propres.

La Communauté française agit en tant que pouvoir subventionnant et autorité de contrôle.

En tant que pouvoir subventionnant, elle prend à sa charge la totalité des traitements des directeurs et directeurs adjoints, des enseignants et des surveillants-éducateurs. Elle verse également aux pouvoirs organisateurs des subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement des écoles au prorata du nombre d'élèves inscrits et fréquentant régulièrement les cours.

Par les services de l'administration, elle exerce un contrôle pour s'assurer du respect des conditions légales et réglementaires permettant l'octroi et le maintien des subventions.

Par le service général de l'inspection, la Communauté française exerce un contrôle du niveau des études et des compétences à acquérir par les élèves dans le respect de la liberté des pouvoirs organisateurs en ce qui concerne l'organisation des cours, leurs contenus et le choix des méthodes pédagogiques utilisées.

## 2. Finalités

L'ESAHR recouvre trois finalités essentielles :

- Concourir à l'épanouissement des élèves en promouvant une culture artistique par l'apprentissage des divers langages et pratiques artistiques ;
- Donner aux élèves les moyens et formations leur permettant d'atteindre l'autonomie artistique suscitant une faculté créatrice personnelle ;
- Offrir un enseignement préparant des élèves à rencontrer les exigences requises pour accéder à l'enseignement supérieur artistique.

## 3. Les domaines d'enseignement

L'enseignement secondaire artistique à horaire réduit peut être dispensé dans les quatre domaines suivants :

- Les arts plastiques, visuels et de l'espace
- Les arts de la parole et du théâtre
- La danse
- La musique

## 4. Le nombre d'établissements

L'enseignement secondaire artistique à horaire réduit compte 111 établissements.

## 5. Les élèves

Une des caractéristiques de l'ESAHR est qu'il s'adresse à un public très diversifié. Il accueille en effet des élèves de tous âges : enfants dès 5 ans, adolescents et adultes.

Ses cours et ateliers sont, en conséquence, organisés principalement en dehors des heures réservées à l'enseignement obligatoire et en dehors des heures normales de travail, de manière à les rendre accessibles tant aux élèves et étudiants de l'enseignement de plein exercice qu'aux adultes ayant une activité professionnelle.

L'ensemble des élèves fréquentant l'ESAHR est **composé pour plus de la moitié d'enfants âgés entre 5 et 11 ans, pour plus d'un quart d'adolescents (entre 12 et 17 ans) et pour environ un cinquième d'adultes.**

Nombre d'inscriptions dans l'ESAHR par année scolaire, depuis 2020-2021 :

	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
<b>Musique</b>	52.815	52.774	52.456	53.693
<b>Arts de la parole et du théâtre</b>	15.646	15.952	16.360	16.971
<b>Danse</b>	10.053	9.235	9.415	9.887
<b>Arts plastiques, visuels et de l'espace</b>	11.916	12.501	13.201	13.849
<b>Total</b>	90.430	90.462	91.432	94.220

## 6. Les professeurs

Les professeurs de l'ESAHR sont, dans leur majorité, diplômés de l'enseignement supérieur artistique.

Pour les spécialités pour lesquelles aucun diplôme spécifique n'est délivré au niveau supérieur, une expérience utile dans la spécialité (ou une expérience utile dans une spécialité associée à un diplôme dans une autre spécialité) peut être reconnue pour enseigner dans l'ESAHR.

Pour le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace, les diplômes délivrés par l'ESAHR à l'issue de la filière de transition permettent l'accès à l'enseignement en académie, moyennant la reconnaissance d'une expérience utile.

Selon leur réseau, les professeurs de l'ESAHR sont soumis au statut des personnels de l'enseignement officiel subventionné ([décret du 6 juin 1994](#)) ou au statut des personnels de l'enseignement libre subventionné ([décret du 1er février 1993](#)).

Pour être nommés à titre définitif, ils doivent en outre être titulaire d'un titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement, soit l'agrégation organisée au sein de l'enseignement supérieur artistique, soit le

certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement de la spécialité à enseigner, délivré par un jury d'examen organisé par les pouvoirs organisateurs de l'ESAHR.

Pour plus d'informations sur l'ESAHR, consultez le site [enseignement.be](https://enseignement.be)

# IMMERSION LINGUISTIQUE ET CHOIX DE SECONDE LANGUE

## 1. Immersion linguistique

- Enseignement fondamental ordinaire

Nombre d'implantations organisant l'immersion en FW-B :

Langue d'immersion	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Allemand	7	7	7	7	7	7
Néerlandais	140	139	140	141	141	143
Anglais	55	60	62	69	70	72
<b>Total</b>	<b>202</b>	<b>206</b>	<b>209</b>	<b>217 (*)</b>	<b>218</b>	<b>222</b>

Nombre d'élèves suivant l'immersion au 1<sup>er</sup> octobre (il s'agit du nombre d'élèves au 1<sup>er</sup> octobre déclaré en immersion par les écoles, par langue immersive et par année d'études) :

Langue d'immersion	2018-2019		2019-2020		2020-2021	
	3 <sup>e</sup> Mat.	Primaire	3 <sup>e</sup> Mat.	Primaire	3 <sup>e</sup> Mat.	Primaire
Allemand	89	700	74	566	82	558
Anglais	909	4 988	1 072	5019	1 093	5 409
Néerlandais	2 684	13 192	2 704	13 830	2 596	14 078
<b>Total</b>	<b>3682</b>	<b>18 880</b>	<b>3 850</b>	<b>19 415</b>	<b>3 771</b>	<b>20 045</b>

Langue d'immersion	2021-2022		2022-2023		2023-2024	
	3 <sup>e</sup> Mat.	Primaire	3 <sup>e</sup> Mat.	Primaire	3 <sup>e</sup> Mat.	Primaire
Allemand	61	479	93	498	79	524
Anglais	1 236	5 707	1 294	6 061	1238	6399
Néerlandais	2 611	14 563	2 669	14 243	2517	14327
<b>Total</b>	<b>3 908</b>	<b>20 749</b>	<b>4 056</b>	<b>20 802</b>	<b>3834</b>	<b>21250</b>

- Enseignement secondaire ordinaire

Nombre d'établissements organisant l'immersion en FW-B :

Langue d'immersion	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Allemand	6	7	7	8	8	5
Néerlandais	82	86	83	82	84	69
Anglais	50	51	49	51	55	51
<b>Total (*)</b>	<b>121</b>	<b>125</b>	<b>125</b>	<b>125</b>	<b>130</b>	<b>125</b>

(\*) Les écoles organisant l'immersion en plusieurs langues ne sont comptabilisées qu'une seule fois dans la ligne du total.

Nombre d'élèves suivant l'immersion au 1<sup>er</sup> octobre :

Langue d'immersion	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Allemand	606	867	916	889	857	818
Anglais	5 121	7 607	8 286	8 847	9 289	9 745
Néerlandais	8 854	9 870	10 679	10 157	10 144	10 003
<b>Total</b>	<b>14 581</b>	<b>18 344</b>	<b>19 881</b>	<b>19 893</b>	<b>20 290</b>	<b>20 566</b>

## 2. Cours de seconde langue

Les lois linguistiques imposent des obligations en matière d'enseignement d'une seconde langue :

- L'enseignement du néerlandais comme seconde langue est obligatoire dans les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- L'enseignement du néerlandais est également obligatoire dans les communes wallonnes dites « de la frontière linguistique », c'est-à-dire Comines-Warneton, Mouscron, Flobecq et Enghien ;
- Dans les communes de Malmedy, Waimes, Baelen, Plombières et Welkenraedt, la seconde langue peut être soit l'allemand, soit le néerlandais ;
- Dans les autres communes wallonnes, la seconde langue peut être le néerlandais, l'anglais ou l'allemand.

Le choix entre 2 langues peut être proposé aux parents, après avoir pris l'avis du conseil de participation. Le choix ne peut jamais être proposé entre 3 langues modernes différentes.

**△ Nouveauté à partir de l'année scolaire 2023-2024 :** Dans la région de langue française, le cours de langue moderne devient obligatoire à partir de la 3<sup>e</sup> année primaire, et doit être dispensé aux élèves à raison de 2 périodes hebdomadaires.

- **Enseignement fondamental ordinaire**

### *Nombre d'écoles organisant les cours de langue moderne en 2023-2024*

Parmi les 1939 écoles, 1754 écoles organisent les cours de langue moderne<sup>6</sup> :

	<b>NL seulement</b>	<b>EN seulement</b>	<b>DE seulement</b>	<b>NL + EN</b>	<b>EN + DE</b>	<b>NL + DE</b>
Région wallonne	673	459	32	311	9	2
Bruxelles	268	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>941</b>	<b>459</b>	<b>32</b>	<b>311</b>	<b>9</b>	<b>2</b>

---

<sup>6</sup> Si les écoles organisent des langues modernes sur fonds propres, l'administration n'est pas informée de cette situation. Les chiffres indiqués ne tiennent donc pas compte de cette éventualité. L'administration ne dispose pas non plus du nombre d'élèves concernés, dans le fondamental, par les cours de langue moderne selon la langue.

### *Nombre d'écoles organisant les cours de langue modernes en 2022-2023*

Parmi les 1942 écoles, 1751 écoles organisent les cours de langue moderne<sup>7</sup> :

	NL seulement	EN seulement	DE seulement	NL + EN	EN + DE	NL + DE
Région wallonne	661	462	33	315	11	1
Bruxelles	268	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>929</b>	<b>462</b>	<b>33</b>	<b>315</b>	<b>11</b>	<b>1</b>

### *Nombre d'écoles organisant les cours de langue modernes en 2021-2022*

Parmi les 1945 écoles, 1754 écoles organisent les cours de langue moderne :

	NL seulement	EN seulement	DE seulement	NL + EN	EN + DE	NL + DE
Région wallonne	663	445	32	331	15	1
Bruxelles	267	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>930</b>	<b>445</b>	<b>32</b>	<b>331</b>	<b>15</b>	<b>1</b>

### *Nombre d'écoles organisant les cours de langue modernes en 2020-2021*

Parmi les 1947 écoles, 1758 écoles organisent les cours de langue moderne :

	NL seulement	EN seulement	DE seulement	NL + EN	EN + DE	NL + DE
Région wallonne	672	423	34	350	11	0
Bruxelles	268	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>940</b>	<b>423</b>	<b>34</b>	<b>350</b>	<b>11</b>	<b>0</b>

### *Nombre d'écoles organisant les cours de langue modernes en 2019-2020*

Parmi les 1 944 écoles, 1 751 écoles organisent les cours de langue moderne :

	NL seulement	EN seulement	DE seulement	NL + EN	EN + DE	NL + DE
Région wallonne	680	382	33	368	12	1
Bruxelles	265	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>945</b>	<b>392</b>	<b>33</b>	<b>368</b>	<b>12</b>	<b>1</b>

---

<sup>7</sup> Si les écoles organisent des langues modernes sur fonds propres, l'administration n'est pas informée de cette situation. Les chiffres indiqués ne tiennent donc pas compte de cette éventualité. L'administration ne dispose pas non plus du nombre d'élèves concernés, dans le fondamental, par les cours de langue moderne selon la langue.

### Nombre d'écoles organisant les cours de langue modernes en 2018-2019

Parmi les 1 928 écoles, 1 747 écoles organisaient les cours de langue moderne.

	NL seulement	EN seulement	DE seulement	NL + EN	EN + DE	NL + DE
Région wallonne	699	365	31	375	12	1
Bruxelles	264	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>963</b>	<b>365</b>	<b>31</b>	<b>375</b>	<b>12</b>	<b>1</b>

- **Enseignement secondaire ordinaire**

Nombres d'élèves ayant choisi le néerlandais, l'anglais ou l'allemand en 1<sup>re</sup> langue moderne dans l'enseignement général et technique de transition :

	2019-2020			2020-2021			2021-2022		
	NL	EN	DE	NL	EN	DE	NL	EN	DE
Bruxelles	55 177	-	-	59 031	-	-	61 774	-	-
Wallonie	66 420	114 530	3 829	64 886	122 318	3 868	61 844	127 376	3 707
<b>Total</b>	<b>121 597</b>	<b>114 530</b>	<b>3 829</b>	<b>123 917</b>	<b>122 318</b>	<b>3 868</b>	<b>123 618</b>	<b>127 376</b>	<b>3 707</b>

	2022-2023			2023-2024		
	NL	EN	DE	NL	EN	DE
Bruxelles	63 020	-	-	60 430	-	-
Wallonie	58 280	130 740	3 531	54 263	128 582	3 227
<b>Total</b>	<b>121 300</b>	<b>130 740</b>	<b>3 531</b>	<b>114 693</b>	<b>128 582</b>	<b>3 227</b>



## RECOURS CONTRE LES DECISIONS DES CONSEILS DE CLASSE

Évolution du nombre de recours contre les décisions du conseil de classe dans l'enseignement secondaire ordinaire entre les années scolaires 2012-2013 et 2022-2023 :

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
<b>Nombre de dossiers</b>	1286	1390	1415	1435	1393	1501	1616	1711	2285	1962	1951
<b>Non recevable - sans objet</b>	213	253	300	294	243	291	386	277	298	354	355
<b>Maintiens</b>	790	939	893	897	886	1038	934	1181	1530	1177	1067
<b>Réformes</b>	283	198	222	244	234	172	296	253	457	431	529

Entre l'année scolaire 2021-2022 et l'année scolaire 2022-2023, il y a donc eu une diminution de **0,5 %** des dossiers introduits auprès des conseils de recours.

Il n'est pas encore possible de donner des statistiques complètes pour l'année scolaire 2023-2024. Il faut attendre la seconde session (et ses éventuels recours). Des statistiques définitives pour l'année scolaire 2023-2024 seront disponibles aux alentours du mois de décembre 2024.

Les conseils de recours sont souverains et déterminent eux-mêmes leur calendrier de travail.

**Retrouvez toutes les informations et la réglementation sur les recours contre les décisions des conseils de classe dans l'enseignement secondaire ordinaire sur**  
[www.enseignement.be/recours](http://www.enseignement.be/recours).

# LES JURYS

## 1. Présentation

Les jurys de la Communauté française forment une filière alternative qui permet d'obtenir les mêmes titres que ceux délivrés dans l'enseignement de plein exercice. Le [décret du 27 octobre 2016](#)<sup>8</sup> précise que la direction<sup>9</sup> des jurys de l'enseignement secondaire est habilitée à délivrer les titres suivants :

- Le certificat d'enseignement secondaire du premier degré (CE1D),
- Le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement général, technique et artistique de transition, technique et artistique de qualification et professionnel) (CE2D),
- Le certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement général, technique et artistique de transition, technique et artistique de qualification et professionnel) (CESS),
- Le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (DAES),
- L'attestation de réussite de l'épreuve préparatoire donnant accès aux études de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux (Paramédical Bachelier),
- L'attestation de réussite de l'épreuve préparatoire donnant accès aux études d'infirmier hospitalier et d'infirmier hospitalier – orientation santé mentale et psychiatrie (Paramédical Brevet),
- Le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel (CE6P).

Les autres titres délivrés dans l'enseignement secondaire de plein exercice et non listés ci-dessus ne sont pas délivrés par cette direction.

Deux cycles d'examens sont organisés par année scolaire :

- Premier cycle : d'août à janvier,
- Deuxième cycle : de février à juillet.

Les résultats sont notifiés au terme de chaque cycle, soit au plus tard le 31 janvier pour le cycle 1 et au plus tard le 31 juillet pour le cycle 2.

Les épreuves sont organisées pour chaque titre lors de chaque cycle sauf pour :

- Le CE1D qui n'est organisé que durant le cycle 2,
- Le DAES qui n'est organisé que durant le cycle 1 avec deux sessions consécutives.

---

<sup>8</sup> Décret portant sur l'organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement ordinaire.

<sup>9</sup> La direction est constituée d'une équipe pédagogique composée de professeurs détachés de leur établissement scolaire pour les cours de la formation commune. A l'aide d'autres enseignants, chaque examinateur est donc en charge de la rédaction des épreuves, de la correction et de l'évaluation pour autant qu'il respecte les programmes en vigueur dans l'enseignement organisé par la FW-B.

## 2. Chiffres

Voici les chiffres des inscriptions **validées** depuis 2018-2019 :

	2018-2019 cycle 1	2018-2019 cycle 2	2019-2020 cycle 1	2019-2020 cycle 2	2020-2021 cycle 2
<b>CE1D</b>	/	273	/	245	335
<b>CE2D G</b>	122	200	142	218	196
<b>CE2D TT</b>	3	7	5	7	6
<b>CE2D TQ</b>	12	14	17	22	12
<b>CE2D P</b>	14	9	14	20	14
<b>CESS G</b>	389	651	540	690	685
<b>CESS TT</b>	43	24	16	25	19
<b>CESS TQ</b>	50	79	53	54	60
<b>CESS P</b>	275	409	291	475	499
<b>CE6P</b>	0	0	0	0	0
<b>DAES I</b>	140	/	141	104	/
<b>DAES II</b>	131	/	82	/	/
<b>Bachelier</b>	16	24	15	25	13
<b>Brevet</b>	107	202	121	178	170
<b>Total</b>	<b>1 302</b>	<b>1 892</b>	<b>1 437</b>	<b>2 063</b>	<b>2 009</b>

	2021-2022 cycle 1	2021-2022 cycle 2	2022-2023 cycle 1	2022-2023 cycle 2	2023-2024 cycle 1	2023-2024 cycle 2
<b>CE1D</b>	/	349	/	375	/	451
<b>CE2D G</b>	153	228	166	249	220	248
<b>CE2D TT</b>	3	3	1	4	4	6
<b>CE2D TQ</b>	10	15	10	16	14	21
<b>CE2D P</b>	5	33	24	39	17	20
<b>CESS G</b>	483	710	565	803	608	776
<b>CESS TT</b>	9	10	11	16	14	19
<b>CESS TQ</b>	46	71	51	55	52	80
<b>CESS P</b>	361	521	412	616	385	688
<b>CE6P</b>	0	0	0	0	1	0
<b>DAES I</b>	112	/	159	/	163	/
<b>DAES II</b>	96	/	94	/	91	/
<b>Bachelier</b>	3	28	12	17	11	16
<b>Brevet</b>	83	134	60	122	71	97
<b>Total</b>	<b>1 364</b>	<b>2 102</b>	<b>1 565</b>	<b>2 312</b>	<b>1 650</b>	<b>2 422</b>

Dans les faits, ces chiffres sont légèrement plus élevés puisqu'ils ne prennent pas en compte les dossiers introduits qui ont mené à un refus d'inscription.

Les profils des candidats sont assez variés :

- Décrochage scolaire,
- À besoins spécifiques qui ne peuvent être pris en charge dans l'enseignement traditionnel,
- Travailleurs qui veulent évoluer dans leur carrière professionnelle,
- Inscrits en écoles privées,
- Dépendants de l'enseignement à domicile,
- Équivalence « non satisfaisante ».

Les candidats ne doivent pas justifier leur parcours scolaire. Il est donc difficile de chiffrer la proportion selon les cas.

**Toutes les informations complémentaires concernant les jurys sont à retrouver sur le site <https://jurys.cfwb.be/jurys-secondaires> notamment à propos de la séance d'information obligatoire et préalable à l'inscription.**

# LES ALLOCATIONS D'ETUDES

## 1. Quelques chiffres

La Direction des Allocations d'Études réceptionne plus de **158.686** demandes annuelles, dont **86.229** demandes pour l'enseignement secondaire et **72.457** demandes pour l'enseignement supérieur.

Leur analyse permet à plus de 69.962 élèves du secondaire et 50.388 étudiants du supérieur de condition peu aisée de bénéficier d'une allocation dans le cadre de leurs études. L'octroi d'une allocation d'études est soumis à plusieurs conditions pour l'élève ou l'étudiant.

## 2. Introduction des demandes

Une demande d'allocation d'études doit être introduite pour chaque élève ou étudiant et doit être réitérée chaque année scolaire ou académique. Les demandes sont traitées par ordre d'entrée chronologique.

La Direction des Allocations d'Études offre la possibilité d'introduire une demande d'allocation via un formulaire électronique ou par voie postale.

- Le [formulaire électronique](#) propose de nombreux avantages exclusifs :  
Une démarche **sans frais**, sécurisée et un traitement **plus rapide**.
- Le [formulaire "papier/pdf"](#) qui doit être envoyé par courrier postal (via le **paiement** d'un recommandé exclusivement).

Cette année, le formulaire électronique est en ligne et peut être complété depuis le 9 juillet jusqu'au 31 octobre au plus tard (date limite d'introduction des demandes).

Depuis le début de l'informatisation en 2011, le recours au formulaire électronique est en constante progression. En 2023-2024, 76% des demandes ont été introduites via le formulaire électronique (contre 24% pour le formulaire papier).

## 3. Les conditions d'octroi

L'octroi d'une allocation d'études est soumis à plusieurs conditions. Le dossier est examiné par la Direction des Allocations d'Études sur bases de différents critères comme les revenus du ménage, le nombre de personnes à charge, les revenus cadastraux / loyers, la nationalité, le cursus éducatif de l'élève ou de l'étude, etc. Vous trouverez l'information complète sur le site internet des allocations d'études.

**Un centre d'appels pour les usagers :**

- Pour une **aide au remplissage du formulaire** de demande d'allocation d'études ou pour toute autre question. Du lundi au jeudi de 09h à 12h. Composez le numéro du Centre d'appel **0800/11.869**
- Pour le **suivi du dossier automatique** 24h/24 et 7j/7. Composez le numéro **02/413.37.37**

Toutes les informations, conditions d'octrois et démarches sont à retrouver sur  
<https://allocations-etudes.cfwb.be>.

## CONTACT PRESSE

Administration générale de l'Enseignement  
**Service Communication et Relations publiques**

Courriel : [age.presse@cfwb.be](mailto:age.presse@cfwb.be)

Tél. : 02 / 690.80.31